



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/40/859

S/17613

6 novembre 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

**ASSEMBLEE GENERALE**

Quarantième session

Points 39, 57, 68, 72, 131, 132,

137 et 145 de l'ordre du jour

**CELEBRATION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE**

**DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

**PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS**

**L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE**

**DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET**

**EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION**

**SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE**

**INTERNATIONALE**

**DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON**

**VOISINAGE ENTRE ETATS**

**REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE**

**ETATS**

**RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR L'ELABORATION**

**D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE**

**RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT**

**ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES**

**COOPERATION INTERNATIONALE POUR L'EXPLOITATION**

**PACIFIQUE DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE**

**DANS DES CONDITIONS DE NON-MILITARISATION**

**CONSEIL DE SECURITE**

Quarantième année

Lettre datée du 6 novembre 1985, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Afghanistan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan à propos du discours prononcé par le Président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

A/40/859  
S/17613  
Français  
Page 2

Je vous serais en outre reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre et de la déclaration en tant que document de l'Assemblée générale, au titre des points 39, 57, 68, 72, 131, 132, 137 et 145 de l'Assemblée générale, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) M. Farid ZARIF

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement afghan

Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan juge nécessaire de diffuser, au nom du peuple afghan, la déclaration suivante, en réponse à celle qu'a faite le 24 octobre de l'année en cours devant l'Assemblée générale le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Ronald Reagan, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, et dans laquelle il a multiplié les mensonges et les accusations contre la République démocratique d'Afghanistan et plusieurs autres pays révolutionnaires indépendants.

Les déclarations du Président des Etats-Unis, chef du gouvernement d'un pays auquel incombent, de par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, de vastes responsabilités en matière de maintien de la paix sur notre planète, ont véritablement poussé à bout même des pays proches des Etats-Unis et suscité à juste titre l'indignation de tous les Etats et peuples progressistes épris de paix.

Au lieu de se pencher sérieusement sur la solution des questions les plus brûlantes et cruciales posées aux peuples du monde, à savoir l'inadmissibilité de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, la limitation des armes nucléaires stratégiques, l'interdiction des essais nucléaires, etc., et de répondre aux récentes initiatives constructives et pacifiques de l'Union soviétique destinées à amener des changements fondamentaux dans le climat des relations internationales, il n'a rien trouvé de mieux que de se livrer à une débauche d'insultes répétées et de faux arguments contre les pays socialistes et non alignés.

En centrant impudemment son discours sur les conflits et controverses régionaux, le chef du Gouvernement des Etats-Unis a essayé d'attirer l'attention de la communauté internationale sur ces problèmes dans le but de rejeter à l'arrière-plan la position négative de son pays à l'égard des problèmes du désarmement et son refus de répondre positivement aux propositions de l'URSS. Ceci dit, le discours du Président des Etats-Unis ne contient rien de nouveau à propos des conflits régionaux. Plus encore, les remèdes qu'il propose ne visent rien d'autre qu'à justifier cyniquement l'intervention des Etats-Unis et des pays qui dépendent d'eux dans les affaires intérieures de la République démocratique d'Afghanistan, de l'Angola, du Nicaragua, du Kampuchea et de l'Ethiopie.

En falsifiant les faits et les réalités, Ronald Reagan s'est efforcé de rejeter toute responsabilité sur les autres. Washington essaie de camoufler sa propre politique de terrorisme d'Etat et de blocus économique, ainsi que son intervention militaire directe dans les affaires intérieures d'un certain nombre de pays révolutionnaires libres, en mettant en avant la thèse, taillée à ses propres mesures, de l'idéologie étrangère imposée à d'autres pays et qui conduirait ces pays à faire la guerre à leur propre peuple et à leurs voisins.

Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan proteste vigoureusement contre cette diatribe hostile, irresponsable et interventionniste qui relève d'une interprétation malveillante des événements et de la situation en Afghanistan.

La révolution nationale démocratique du 27 avril 1978 en Afghanistan est le résultat naturel de longues luttes de notre peuple contre le despotisme féodal et monarchique d'antan. Les régimes passés freinaient la marche de la société afghane vers le progrès, la démocratie et la justice sociale. Ils n'ont introduit aucune transformation démocratique, ont réprimé les forces progressistes et avaient complètement interdit les activités des partis politiques et des organisations des travailleurs.

La révolution a été menée dans le but d'introduire des modifications fondamentales dans la société afghane et de concrétiser les aspirations nationales démocratiques des masses populaires.

De profonds changements socio-économiques entrepris immédiatement après la révolution - réforme agraire et réorganisation des ressources en eau, démocratisation du système administratif, suppression des inégalités et de la discrimination entre groupes nationaux, garantie d'une véritable égalité des droits pour les femmes, lutte contre l'analphabétisme généralisé, création de conditions garantissant un niveau de vie digne d'êtres humains, etc. - sont en cours de réalisation, avec le vaste soutien et la participation déterminée de la majorité du peuple afghan. Lesdits changements tiennent dûment compte des traditions et coutumes locales et sont fondés sur le respect des préceptes sacrés de l'Islam. Ces transformations ont un caractère national et ne résultent en aucune manière, comme certains milieux le prétendent, d'une quelconque volonté imposée par l'étranger.

Ces années de pouvoir souverain du peuple ont permis d'alléger le lourd fardeau de l'endettement paysan à l'égard des seigneurs féodaux et des usuriers et de distribuer 700 000 ha de terres à plus de 320 000 familles de paysans sans terre ou de petits propriétaires; la campagne contre l'analphabétisme va résolument de l'avant et le nombre de médecins, de lits d'hôpitaux et de pharmacies a doublé.

Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan attache la plus haute importance à l'élévation du niveau de vie de la population, au développement de la construction de logements, à la création de réseaux éducatifs et à la construction de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux.

Notre pays compte maintenant des syndicats et des organisations populaires de jeunes, de femmes et d'intellectuels très actives. Plus de 700 000 représentants de toutes les couches et groupes de la société ont rejoint les rangs du Front patriotique national.

Les élections qui ont lieu actuellement à l'échelon local de l'administration sont une manifestation vivante de la démocratisation de la vie publique. La composition des organismes locaux traduit leur vaste représentativité. Y sont en effet élus des représentants des travailleurs, des paysans, des intellectuels, du clergé et de la bourgeoisie.

Tant les décisions adoptées lors de la réunion cette année de la loya jirgah (grande assemblée nationale) historique - qui a été considérée comme une magnifique forme d'expression, dans la tradition, de la volonté de toutes les

tribus et groupes ethniques afghans - que les décisions prises par la haute jirgah des tribus et les messages adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, montrent bien le soutien de toute la population afghane aux changements introduits par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan et à sa politique intérieure et extérieure.

Le caractère salubre de cette situation contredit totalement les assertions du Président des Etats-Unis selon lesquelles le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan ferait la guerre à son propre peuple. Ce sont les mercenaires armés de la CIA qui ont déclenché la guerre, avec la participation active et le soutien, militaire et financier, direct d'autres Etats impérialistes, ainsi que du Pakistan, de l'Iran et de la Chine. Les peuples du monde sont parfaitement conscients du fait que les contre-révolutionnaires reçoivent l'aide militaire et financière considérable qui leur est fournie de ceux à qui les mouvements révolutionnaires et de libération nationale font peur et qui ont toujours souhaité que l'Afghanistan demeure un pays attardé et tributaire des forces impérialistes et néo-colonialistes.

Il suffit de noter qu'au cours des quelques dernières années, Washington a dégagé plus de 1,5 milliard de dollars pour financer les agressions menées contre notre pays souverain et indépendant. Ces fonds ont servi à entraîner et équiper des bandes de terroristes sanguinaires dans plus de 120 camps militaires situés au Pakistan et à acheter divers types d'armes nouvelles, notamment des missiles, des canons sans recul, des mines, des canons anti-aériens et des mitrailleuses.

Il n'est un secret pour personne qu'au cours de la seule année 1985 les Etats-Unis ont consacré 300 millions de dollars à l'aide à la contre-révolution afghane et que pour l'année à venir ce chiffre devrait doubler.

Si à cette prétendue assistance humanitaire aux bandes de hors-la-loi, on ajoute les dizaines et centaines de millions de dollars versés par l'Arabie saoudite, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et d'autres pays, on arrive à une somme dépassant le milliard de dollars, destinée à entretenir une guerre non déclarée contre l'Afghanistan.

Il est manifeste que sept années de guerre impérialiste et réactionnaire contre le peuple afghan ont infligé à celui-ci de profondes et innombrables souffrances.

Le coût de cette guerre pour l'économie de la République démocratique d'Afghanistan se monte à 35 milliards d'afghanis, soit les trois quarts de tous les investissements effectués par l'Etat dans le secteur économique ces 20 dernières années. Les hors-la-loi ont détruit plus de 2 000 écoles, 130 hôpitaux, 500 mosquées, 900 coopératives et 14 000 km de lignes téléphoniques.

En outre, quelque 2 000 instituteurs et 200 membres du clergé ont été victimes d'actions terroristes menées par les bandes contre-révolutionnaires. Il suffit de citer ici certains des actes criminels commis par des mercenaires - explosion de bombes dans la mosquée de l'Institut polytechnique de Kaboul, le hall du cinéma Ariana, à l'aéroport de Kaboul, à l'Université Mazari Sharif et attaques à la roquette contre la mosquée de Herat - pour démasquer la nature de tous les crimes commis sur

le territoire national par des hors-la-loi qui bénéficient de l'appui de ceux qui prétendent défendre les droits de l'homme en Afghanistan et de ceux qui, se grisant de paroles, déclarent vouloir trouver une solution à la situation en Afghanistan.

Ne voit-on pas clairement aujourd'hui quels sont ceux qui mènent une agression contre le peuple afghan épris de liberté et qui entravent un règlement pacifique de "la question afghane"? Les criminels, c'est-à-dire les chefs des bandes contre-révolutionnaires afghanes et ceux qui les soutiennent généreusement à Washington et dans d'autres capitales, devraient être condamnés par les organisations internationales. Pour ce qui est de quelques contingents militaires soviétiques stationnés en Afghanistan à la demande de l'Etat qui exerce en cela son droit de se défendre, individuellement ou collectivement, il est du noble devoir de ces troupes d'aider un pays non aligné et un peuple épris de paix à lutter contre ses ennemis et pour sa liberté et son indépendance.

Cette mission ne sera remplie que lorsque l'Afghanistan recevra l'assurance qu'il sera mis un terme à toute intervention dans ses affaires intérieures. C'est uniquement au peuple afghan et à son gouvernement qu'il revient de résoudre cette question, avec l'accord du Gouvernement ami et frère de l'Union soviétique.

Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan réaffirme qu'une normalisation de la situation dans le pays passe nécessairement par l'interruption de l'aide fournie par les Etats-Unis et ses alliés aux éléments contre-révolutionnaires qui ont été jetés hors du pays par le peuple afghan et l'arrêt total et garanti de la guerre non déclarée et de toutes les formes d'intervention dans les affaires intérieures de l'Afghanistan.

Le peuple afghan est fermement déterminé à défendre les fruits de la révolution d'avril et aucune puissance ne pourra le détourner de la voie qu'il a choisie.

-----

